



RESPONSABILITE CIVILE

FORMULAIRE DE DECLARATION DU RISQUE

A chaque question nécessitant une réponse **OUI** ou **NON** merci de cocher la case correspondante

Conformément à l'article 27 de la loi du 6 Janvier 1978 N° 78.17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le proposant peut demander à l'assureur, communication, rectification de toute information le concernant qui figurerait sur tout fichier à usage de la société.

Courtier :	Date d'effet :
	Échéance Annuelle
	Périodicité : Annuelle <input type="checkbox"/> Semestrielle <input type="checkbox"/>
	Durée :

IDENTIFICATION DU PROPOSANT (SERA LE PRENEUR D'ASSURANCE SI LE CONTRAT EST SOUSCRIT)

1.1 Nom (ou raison sociale) Adresse :

.....

.....

Code NAF :

1.2 Date de création ou début d'activité :

1.3 Groupe d'appartenance :

.....

Adresse du site Internet

Superficie valeur du contenu :

DESCRIPTION PRECISE DE VOS ACTIVITES : si possible joindre une plaquette de présentation de la société

réalisation de :

.....
films pour la télévision ou le cinéma (DETAIL/BUDGET) % du CA

.....
films publicitaires (DETAIL/BUDGET) % du CA

.....
films d'entreprises (DETAIL/BUDGET) % du CA

.....
courts métrages (DETAIL/BUDGET) % du CA

.....
reportages (DETAIL/BUDGET) % du CA

.....
émissions ou jeux télévisés (DETAIL/BUDGET) % du CA

.....



. autres productions (DETAIL/BUDGET)..... % du CA

• Les scénarios peuvent-ils comporter :

- des scènes réputées **dangereuses ou acrobatiques** ? : OUI NON

si OUI préciser lesquelles

- **lors de cascades ou compétitions** des prises de vue et/ou de son

en haute montagne, OUI NON

sous l'eau, sous terre, OUI NON

à bord d'hélicoptères, avions, bateaux, OUI NON

véhicules terrestres à moteur : OUI NON

si OUI préciser lesquelles

- **des effets spéciaux** OUI NON

si OUI préciser lesquelles

• durée moyenne des tournages :

• nombre maximum de personnes (artistes, figurants, personnel...) pouvant être présents simultanément sur les lieux du tournage :

- artistes :

- figurants :

- personnel :

- autres :

• **Le proposant peut-il être amené à effectuer des tournage :**

sur la voie publique et/ou lieu ouvert à la circulation OUI NON

avec participation de véhicules terrestres à moteur OUI NON

avec des animaux OUI NON

hors de France métropolitaine : OUI NON

si OUI préciser dans quels pays

aux USA/CANADA : OUI NON

si OUI préciser la fréquence et la nature des tournages



✓ **Le proposant souhaite t-il souscrire les garanties :**

• **Personnel d'Etat mis à disposition ?** OUI NON

• **Biens mis à disposition ?**

incendie, explosions, action de l'eau OUI NON

autres dommages ? OUI NON

Si OUI, donner des précisions sur ces locaux généralement utilisés et leur contenu

.....
.....
.....

• **Loueur de matériel audiovisuel à des tiers :**

matériel de prise de vue (DETAIL)..... % du CA

.....

matériel d'éclairage (DETAIL)..... % du CA

.....

matériel de prise de son (DETAIL)..... % du CA

.....

décors, costumes, accessoires (DETAIL)..... % du CA

.....

autres (DETAIL)..... % du CA

.....

• **Vestiaires** OUI NON

• **Actions de communication** relatives aux réalisations qu'il produit OUI NON

- création et diffusion :

d'affiches : OUI NON

de programmes : OUI NON

d'invitations : OUI NON

- communiqués de presse : OUI NON

autres (préciser)

.....
.....

PRINCIPAUX CLIENTS

NOM DES CLIENTS	NATURE DE LA PRESTATION

• S'agit-il d'une clientèle spécialisée ? OUI NON



Si oui, dans quel domaine :

.....
.....
.....

- . Existe-t-il des cahiers des charges, des conventions types, des usages professionnels ? Si oui, les joindre OUI NON
- . Êtes-vous amenés à insérer ou à accepter dans vos contrats des clauses extensives ou limitatives de responsabilité, à accepter ou à imposer des clauses de renonciation à recours ? OUI NON
Si oui, préciser (joindre des exemples)

.....
.....

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

5.1 Montant des salaires bruts versés au cours des douze derniers mois :

.....

5.2 Montant du chiffre d'affaires réalisé en FRANCE :

- production

	<i>EN FRANCE</i>	<i>EN DEHORS DE FRANCE</i>
. Exercice précédent
. Exercice en cours
. Prévisions pour le prochain exercice

- CA relatif à des réalisations aux USA/CANADA

- . Exercice précédent.....
- . Exercice en cours
- . Prévisions pour le prochain exercice.....

- location de matériel audiovisuel

	<i>EN FRANCE</i>	<i>EN DEHORS DE FRANCE</i>
. Exercice précédent
. Exercice en cours
. Prévisions pour le prochain exercice

L'entreprise a t'elle fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire :

date du jugement

durée de la procédure.....

situation actuelle.....

5.3 Le proposant fait-il appel à des sous-traitants ou des prestataires de service ?

OUI NON

si oui, quels sont ses critères de sélection ?

.....
.....



- . Tous recours sont-ils maintenus contre eux ? OUI NON
- . et leurs assureurs ? OUI NON
- . Est-il effectué des contrôles sur leurs travaux ? OUI NON
- . Vérifiez-vous que les sous-traitants sont couverts par un contrat d'assurance R.C Exploitation, Après Livraison, Après Travaux et R.C Professionnelle ? OUI NON

6. ANTECEDENTS DU RISQUE

Pour chacune des **CINQ dernières années**, remplir le tableau ci-dessous :

Année	Nombre de réclamations	Montant des sinistres réglés	Montant des sinistres en suspens	Nature et circonstances

Pour tout sinistre d'un montant supérieur à 1 525 €, donner les détails sur la nature et les circonstances du ou des sinistres par une note que vous joindrez au présent questionnaire.

- . Des mesures ont-elles été prises pour éviter le renouvellement de sinistres de même nature que ceux déjà survenus ? OUI NON
si oui, lesquelles ?

.....

.....

- . Le proposant a-t-il connaissance d'autres événements ou circonstances pouvant donner lieu dans l'avenir à la mise en jeu de l'éventuel contrat ? OUI NON
Si oui, fournir les détails

.....

.....

Nombre d'accidents du travail ou maladie professionnelles depuis cinq ans :

.....

7. SITUATION D'ASSURANCE

- 7.1 Étiez-vous assuré pour les risques dont vous demandez la garantie ?** OUI NON
si non, pourquoi ?

.....

.....

7.2 Assureur actuel :

. N° de police :

. Montants de garantie :

.....

. Tarification :



7.3 Etiez-vous titulaire d'un contrat de même nature ayant fait l'objet, de la part du précédent assureur, d'une résiliation au cours des 12 derniers mois :

- pour sinistre OUI NON
- pour non paiement de prime OUI NON

7.4 Motifs du changement d'assureur

.....

7.5 Autres contrats sur lesquels ALBINGIA est intéressé

.....

Nous vous remercions du soin apporté à remplir ce formulaire et à le compléter suivant vos propres besoins.

Vous certifiez exactes les déclarations du présent formulaire qui pourront constituer la base d'un contrat d'assurance et reconnaissez avoir connaissance du texte des articles L. 113-8 et L. 113-9 du Code des assurances repris ci-après.

Vous vous engagez à nous déclarer tout élément susceptible de modifier notre appréciation du risque et qui surviendrait postérieurement à la remise du présent formulaire, notamment tout événement susceptible de mettre en jeu les garanties de l'éventuel contrat.

Fait à le

Signature du proposant :

Faire précéder la signature de "lu et approuvé" et apposer le cachet du proposant

Extraits du Code des Assurances :

Article L. 113-8

Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l' Article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'Assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'Assureur, alors même que le risque omissis ou dénaturé par l'Assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'Assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Article L. 113-9

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'Assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si elle est constatée avant tout sinistre, l'Assureur a le droit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'Assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'Assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

PARTIE RESERVEE A L'INTERMEDIAIRE

- Connaissez vous personnellement le proposant ? OUI NON
- Si oui, depuis combien de temps ?

A....., le

Signature du Courtier, Apporteur de l'affaire.